

## Discours de Nicolas SARKOZY

### Le Congrès fondateur Paris, Samedi 30 mai 2015

Mes Chers Amis,

Ce jour est un jour de refondation.

Un jour de renouveau, un jour de renaissance.

Toutes les familles politiques qui se trouvent représentées aujourd'hui au sein de cette immense foule pour regarder ensemble vers l'avenir sont de vieilles familles enracinées dans l'Histoire de France.

Oh, certes, elles n'ont pas le monopole de la République. Mais les autres encore moins.

Les Gaullistes, les Libéraux, les Radicaux, les Démocrates-chrétiens, l'ont sauvée tant de fois, la République.

Que serait-elle devenue, la République, si elle n'avait eu pour le que le parti socialiste ? Poser la question c'est déjà y répondre...

Il y a dans l'Histoire une gauche qui s'est battue pour que la République soit sociale et ce fut son honneur.

Les Gaullistes, les Libéraux, les Radicaux, les Démocrates-chrétiens, se sont battus pour que la République soit la République, pour que la Nation soit indépendante, pour que le peuple soit souverain. Et ce fut leur grandeur.

Depuis deux cents ans, ils ont été de toutes les luttes et de toutes les résistances qui ont permis à la République de rester vivante malgré les épreuves et les trahisons. Ils ont tendu fraternellement la main à tous les combattants de la liberté quand celle-ci se trouvait menacée du dedans ou du dehors.

Nous qui sommes leurs héritiers, de quel droit et surtout qui pourrait nous refuser le nom de « Républicains » ?

Nous n'avons jamais prétendu que d'autres n'étaient pas dignes de se nommer ainsi. Nous nous souvenons qu'autour de la table du Conseil National de la Résistance, Jean Moulin avait réuni tous les partis qui avaient refusé la Collaboration.

Nous savons que nous ne sommes pas les seuls héritiers de cette histoire.

Mais nous nous souvenons aussi, et les Français avec nous, qu'en 1958 et en 1968, ce n'est pas le parti socialiste qui a sauvé la République, c'est le Général de Gaulle.

Aujourd'hui nous tendons à tous ceux pour lesquels le nom de « Républicains » garde une profonde signification morale et politique, la même main fraternelle qui fut tendue jadis à ceux qui croyaient à la lutte des classes par des hommes qui la récusaient, parce qu'à leur yeux la cause de la République était plus grande.

Et à ceux qui nous accusent de vouloir confisquer la République, nous répondons que s'ils ne l'avaient pas trahie, s'ils ne l'avaient pas abandonnée, s'ils ne l'avaient pas abaissée, nous n'aurions pas besoin aujourd'hui de la relever.

A la gauche qui ne veut pas que nous soyons « Républicains » parce qu'elle prétend avoir le monopole des valeurs de la République, nous sommes en droit de demander pourquoi elle fait preuve de tant de complaisance vis-à-vis du communautarisme qui est le contraire de la République ? Depuis 2012, le gouvernement ne parle pas aux Français mais aux communautés qu'il croit pouvoir utiliser et manipuler. Pourquoi elle montre, la gauche, si peu de fermeté dans la défense de la laïcité dont nous n'avons jamais eu autant besoin pour fixer la même règle pour tous ?

Pourquoi elle met tant d'acharnement à détruire l'école de la République qui a toujours été fondée sur le mérite, sur l'effort et sur l'excellence ?

Pourquoi elle persiste à encourager le culte des origines, la guerre des mémoires, la repentance insupportable qui opposent les Français les uns aux autres alors que la République doit rassembler parce qu'elle est indivisible ?

Pourquoi la gauche agite-t-elle, réclame-t-elle le droit de vote des étrangers contre le principe même de la citoyenneté républicaine qui est indissociable de la Nation ?

+

Pourquoi elle appelle à remplacer le scrutin majoritaire par la proportionnelle qui rendrait la République ingouvernable et confisquerait la souveraineté du peuple au profit des partis ?

Pourquoi cherche-t-elle à discréditer la famille dans ses multiples composantes, institution de base de notre société, refuge intime pour chacun de nous, protection contre les épreuves de la vie. Pourquoi tant de mépris pour les héritages de notre nation dans lesquels nous puisons le sentiment d'une destinée commune ?

Pourquoi se livrer à tant de démagogie contre le travail, contre la réussite, contre le mérite aux antipodes des vertus républicaines les plus ancrées et les plus anciennes ?

A cette gauche qui, se croyant tout permis, voudrait nous dénier le droit de nous appeler « Républicains », je dis :

Qu'avez-vous fait de la République de Carnot, de Gambetta, de Jules Ferry, de Jaurès, de Péguy, de Clémenceau, du Général de Gaulle, de Jean Moulin, du Conseil National de la Résistance ? Elle n'est pas votre propriété, elle ne vous appartient pas !

Je dis : Vous faites entrer quatre héros au Panthéon : Germaine Tillon, Geneviève de Gaulle, Pierre Brossolette et Jean Zay.

Mais quelles leçons tirez-vous de ce qu'ils ont accompli, et de ce qu'ils ont incarné ? Aucune, car vous aimez donner des leçons, faire la leçon, mais vous êtes incapables de vous appliquer les règles auxquelles vous aimeriez soumettre les autres.

Vous ne défendez pas la République, vous la caricaturez avec la théorie du genre, avec le pédagogisme, avec le « il est interdit d'interdire », avec le nivellement, avec l'égalitarisme, avec la jalousie, avec votre

méfiance pour tous ceux qui entreprennent, innovent, créent, pour tout ce qui est libre et indomptable. Vous êtes devenu des conservateurs frileux, attachés aux statuts, à la norme, à un monde figé qui n'existe plus.

Vous ne protégez pas la République, vous la livrez aux minorités agissantes et aux clientèles électorales successives que vous servez après vous en être servies.

Vous ne respectez pas la République, vous la trahissez par le coup de force permanent parce que vous pensez qu'avoir la majorité vous donne tous les droits.

Vous ne respectez pas l'opposition parce que vous ne respectez même pas votre majorité. Vous avez menti aux Français et trahi vos électeurs car seul compte à vos yeux la victoire. La victoire à n'importe quel prix. La victoire n'importe comment. La victoire avec n'importe qui.

Vous abandonnez à une autorité indépendante les nominations des dirigeants du service public de l'audiovisuel, mais c'est pour mieux organiser les procédures dans les coulisses et obtenir ce que vous voulez sans en assumer la responsabilité. On voit le résultat !

La République, ce ne sont pas des basses manœuvres que l'on cherche à dissimuler. Dans la République en combat, on s'affronte à la loyale. On ne cherche pas à gagner dans les prétoires ce que l'on a perdu devant le peuple.

La République n'est pas menacée par la force mais par la faiblesse, le renoncement, le reniement.

Le République, c'est la responsabilité politique assumée au grand jour.

Nous serons « Les Républicains » malgré vous.

Nous serons « Les Républicains » contre votre volonté.

Nous le serons avec toutes celles et avec tous ceux qui pensent que la Nation, ce n'est pas fini !

Que la République, ce n'est pas fini !

Que la France ce n'est pas fini !

Que la politique peut encore quelque chose !

Nous le serons avec toutes celles et tous ceux pour lesquels l'héritage de la civilisation chrétienne et l'héritage des Lumières ne sont pas des options ! Mais la fidélité à des racines que nous n'avons pas l'intention de renier.

Nous le serons parce que ce nom de « Républicains » exprime pour nous la volonté d'opposer toutes les forces de l'intelligence et de la conscience humaines à la terrible crise de confiance qui menace la démocratie et la civilisation.

« Confiance », c'est le mot peut-être le plus important. Lorsqu'elle est là, personne n'y accorde d'importance.

Lorsqu'elle vient à manquer tout s'effondre. Et nous ne sommes pas si éloignés du grand effondrement. C'est pour cela que nous voulons rassembler le plus grand nombre de Français, d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient.

Au cœur de toutes les grandes crises que nous traversons, il y a la perte de la confiance.

Un grand Pape, Jean Paul II, a dit aux Hommes « N'ayez pas peur ! ».

C'est le manque de confiance, de confiance en soi, de confiance dans les autres, de confiance dans la vie qui crée la peur : la peur de l'autre, la peur de l'avenir, la peur qui inhibe, la peur qui paralyse, la peur qui est une souffrance, la peur qui nourrit le rejet, l'agressivité, la violence.

La peur que nous devons combattre parce qu'elle détruit la République.

Quand la méfiance et la peur, qui vont par deux, sont partout, la seule politique qui vaille c'est la politique qui veut redonner la confiance. C'est l'objectif premier que je veux nous assigner.

Nous avons reconstruit la confiance entre nous. Ce ne fut pas facile mais nous y sommes arrivés. Que chacun de ceux qui ont pris part à cet effort en soit remercié.

Nous devons maintenant redonner confiance aux Français dans la politique.

Ils ne croient plus dans la politique.

Et cette défiance doit tous nous interpeller.

Elle les a trop souvent déçus, et je prends toute ma part dans cette déception.

Elle leur a trop souvent menti.

Prenons bien garde à ce que nous promettons demain pour être absolument certain de pouvoir le tenir après-demain.

Nous devons redonner confiance aux Français dans les Institutions de la République.

Ils ne se reconnaissent plus dans les Institutions.

Elles sont sourdes à leurs cris, indifférentes à leurs difficultés. Elles ne les protègent pas.

Nous devons redonner confiance aux Français dans la connaissance, dans la science, dans la raison, dans le progrès. Depuis l'époque des Lumières, ils n'ont jamais eu à affronter une remise en cause aussi radicale. Le progrès n'est pas un risque, il est une grande partie de la solution. Tourner le dos au progrès, à la recherche, à l'université, aux chercheurs, c'est s'interdire toute possibilité d'avenir dans le monde de compétition qui est le nôtre. S'interdire d'agir au nom de la précaution c'est être certain pour notre pays d'échouer d'abord, de disparaître ensuite.

Nous devons redonner confiance dans l'école, dans l'économie, dans la société, dans la famille, dans la Justice.

Voilà le but que nous nous assignons en choisissant le nom de « Républicains ». Voilà le devoir que nous nous imposons.

Rendre la confiance à tous ceux qui l'ont perdue, c'est le plus grand, le plus beau défi, le plus exigeant qu'un mouvement politique puisse se lancer à lui-même.

C'est celui que nous avons choisi de relever quand ceux auxquels les Français ont accordé leur confiance la trahissent tous les jours.

Mes Chers Amis,

Je ne vous propose pas seulement de redonner à tous les Français confiance dans la République.

Je vous propose de construire la République de la confiance, une République où de nouveau chacun pourra faire confiance à l'autre parce que les droits et les devoirs de chacun seront connus et respectés, parce que chacun sera sûr de son identité, parce que chacun trouvera dans la France une protection et une espérance.

Une République où nos enfants sauront que pour réussir ils n'auront pas besoin de prendre le chemin de l'exil. Je ne peux me résoudre à voir tant de jeunes imaginer que la réussite n'est plus possible dans leur propre pays.

où chacun saura qu'il peut s'élever par son talent, s'enrichir par son travail, devenir propriétaire sans avoir à s'en excuser, avoir un patrimoine sans avoir à en être accusé.

où l'on ne renoncera pas à récompenser celui qui travaille bien à l'école au prétexte fallacieux de ne pas traumatiser le mauvais élève,

où le professeur sera à sa place et l'enfant à la sienne,

où l'administration sera au service des citoyens et non les citoyens au service de l'administration. Il faut en finir avec cette culture de la suspicion, de la méfiance, de la mise en cause systématique.

où les droits de chacun seront respectés à la différence de ce qu'a vécu Eric Woerth, après 5 années d'insultes et de procès médiatiques,

où la victime ne vivra plus l'humiliation d'avoir moins de considération que le voyou, où les décisions des tribunaux ne seront pas imprévisibles.

La République de la confiance sera la République où le travail ne sera pas moins payé que l'assistantat, où le chef d'entreprise ne sera pas sans cesse suspecté d'être un délinquant, où il n'y aura plus de boucs émissaires, livrés en pâture à l'actualité du jour, où l'on ne s'en prendra pas un jour aux notaires, le lendemain aux pharmaciens, le jour suivant aux médecins, le jour d'après aux cadres, comme s'ils avaient une responsabilité dans les malheurs du pays, comme si en les punissant on allait assurer le salut de la Nation.

Nous allons construire la République de la confiance où les Français ne seront pas à la merci de l'arbitraire fiscal parce que l'arbitraire tue la confiance autant que le mensonge la tue.

La République de la confiance, c'est celle dans laquelle l'électeur a confiance dans l'élu, l'élève dans le maître, l'ouvrier dans le patron, le citoyen dans la police et la justice de son pays, où le peuple a confiance dans sa culture et dans ses valeurs, où la Nation a confiance en elle-même.

Nous la bâtissons contre la société du doute et de la suspicion,  
Nous la bâtissons contre la pensée du relativisme et du nihilisme.

*Seul le prononcé fait foi*

Comment créer la confiance si rien ne vaut rien ou si tout se vaut ?

La République de la confiance, elle commence par la première institution de la société : la famille. Battre en brèche l'autorité parentale, diminuer les allocations familiales, culpabiliser systématiquement la majorité silencieuse, c'est préparer une sourde colère chez tous ceux qui n'en peuvent plus d'être accusés de vouloir simplement être ce qu'ils sont depuis toujours.

La République de la confiance,  
c'est celle qui respecte la famille, qui la soutient, qui l'accompagne,  
Celle qui dit à l'enfant « tu n'es pas seul au monde »,  
Celle qui dit à l'instituteur comme Jules Ferry :

*« vous êtes l'auxiliaire et, à certains égards, le suppléant du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez que l'on parlât au vôtre : avec force et autorité ; toutes les fois qu'il s'agit d'une vérité incontestée, d'un principe de la morale commune, avec la plus grande réserve, dès que vous risquerez d'effleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas juge (...) Au moment de proposer aux élèves un principe, une maxime quelconque, demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. »*

A mon avis ceux qui nous gouvernent n'ont pas lu Jules Ferry !

La République de la confiance,  
c'est la République qui donne à la famille les moyens d'élever ses enfants, qui lui reconnaît le rôle éminent qui est le sien dans la solidarité des générations, dans la transmission, dans l'éveil de la conscience.

C'est la République qui ne cherche pas à opposer l'école à la famille mais à compléter l'une par l'autre.

Honneur aux grands Républicains qui ont fait de la politique familiale l'un des piliers de la République.  
Honte à ceux qui s'acharnent à la détruire.

La République de la confiance, c'est celle qui dit à l'enfant « respecte tes parents et respecte tes maîtres ». C'est celle qui offre à l'enfant le solide repère de l'autorité, qui ne le livre pas à lui-même, qui lui donne les moyens par lesquels un jour il se libérera de toutes les tutelles, il s'émancipera de toutes les soumissions pour devenir un citoyen.

Sans autorité, il n'y a pas d'Etat de droit digne de ce nom.

Sans autorité républicaine, il n'y a que la loi du plus fort, la loi de la jungle, la loi de la brute contre le faible. La République, c'est l'autorité mise au service de la loi.

L'enfant-roi des pédagogues qui ont tout fait pour affaiblir l'autorité parentale et l'autorité des maîtres ont détruit chez l'enfant la confiance dont il a besoin pour entrer dans la vie d'un pas assuré.

Ils l'ont rendu plus perméable, plus manipulable, plus vulnérable aux influences les plus nocives. Ils ont fortifié en lui, non l'estime de lui-même mais cette détestation de soi qui est le terreau le plus favorable à la haine de l'autre.

La confiance se construit avec la vérité, non avec le mensonge.

La République de la confiance ne ment pas aux enfants en leur faisant croire que tout leur est dû. Elle ne promet pas 80 % de réussite au Bac en abaissant le niveau d'exigence jusqu'à ce que ce chiffre soit atteint et que le Bac tellement dévalorisé ne vaille plus rien.

Elle ne promet pas de donner sa chance à chacun en tirant tout le monde vers le bas.

Elle ne promet pas de distribuer ce qui n'a pas été produit.

Elle ne promet pas de redresser le chômage en partageant le travail.

Elle ne promet pas l'impunité au voyou.

Elle ne promet pas d'en finir avec la délinquance en excusant le délinquant.

Elle ne promet pas la table rase et les lendemains qui chantent.

C'est la République qui ne cherche pas à faire croire aux Français qu'en fermant les frontières, en refusant de voir le monde tel qu'il est on résoudra les problèmes de la France et qu'on mettra les Français à l'abri du chômage alors que ce serait tout le contraire. Je déteste le repli sur soi, la rétractation, la frilosité, la fermeture... Au fond je déteste les extrêmes parce que je refuse les impasses.

Mais, c'est aussi la République qui protège les Français des concurrences déloyales, qui n'accepte pas d'ouvrir tous ses marchés sans réciprocité, qui n'accepte pas la disparition des appellations d'origine comme de ses grands groupes industriels.

Elles font partie de notre patrimoine, de notre culture. L'exception culturelle française n'est pas négociable. Nous ne voulons pas d'un monde aplati, avec une seule langue, une seule culture, une seule identité.

Il faut dire la vérité aux Français.

Il faut dire la vérité aussi à nos partenaires !

La République de la confiance se construit avec la vérité, non avec le mensonge.

Elle apprend aux enfants que la réussite est la récompense du travail et de l'effort.

Elle dit au voyou : « tu seras puni ».

Elle dit au délinquant : « tu n'as pas d'excuse. »

Elle dit au citoyen : « pour avoir des droits, il faut remplir ses devoirs. »

Elle dit aux religions : « la République vous respecte mais vous devez respecter la République. » Ce n'est pas à la République de s'adapter à vous mais à vous de vous adapter à elle.

La République de la confiance, c'est la République qui donne confiance parce que l'on peut avoir confiance en elle.

Elle ne promet que ce qu'elle peut tenir et elle tient ses promesses. Les mensonges du pouvoir en place nous créent une immense obligation de vérité, de courage, de respect de la parole donnée.

La République de la confiance, c'est la République qui rejette la démagogie parce que la démagogie finit toujours par tuer la République.

Elle promet à celui qui travaille qu'il pourra profiter du fruit de son travail.

Elle est aux côtés de l'entrepreneur qui crée de l'emploi et qui crée des richesses et non pas contre lui. Elle reconnaît au Chef d'entreprise la responsabilité de décider ce qui est bon pour l'entreprise. Elle ne laisse pas ce pouvoir aux juges. Elle ne laisse pas ce pouvoir aux syndicats. Ce n'est pas aux syndicats de décider à la place du chef d'entreprise.

La République de la confiance, c'est la République des réalités contre la République des illusions parce que toute illusion a une fin et que la fin de l'illusion se paye toujours très cher.

La République de la confiance, c'est la République qui paye ses dettes. C'est la République qui n'augmente pas tous les jours ce qu'elle exige du contribuable.

C'est la République qui n'ajoute pas chaque année 100 pages au code des impôts et 100 pages au code du travail en promettant tous les jours qu'elle va simplifier la vie des Français.

C'est la République qui ne met pas les collectivités locales en faillite pour boucher les trous qu'elle a creusés dans les finances de l'Etat.

C'est la République qui ne change pas les rythmes scolaires sans consulter les parents, les enseignants et les maires.

C'est la République qui ne redessine pas la carte de France des Régions sans associer le peuple français.

C'est la République qui considère l'habitant du département rural comme un citoyen à part entière et non comme un laissé pour compte. Quel Français peut-il avoir confiance dans la République si la République fait comme s'il n'existait pas ?

C'est la République qui ne tolère aucune zone de non-droit sur toute l'étendue de son territoire.

Quel Français peut-il avoir confiance dans la République si la République le laisse à la merci des voyous et des squatters, si elle laisse ses enfants à la merci des racketteurs, des trafiquants et des fanatiques, s'il a peur de laisser sa fille et son fils sortir dans la rue, s'il a peur de les envoyer à l'école parce que la République ne les protège pas !

C'est la République qui reste ouverte aux autres mais qui rappelle à celui qui vient d'arriver que c'est à lui de s'adapter à notre mode de vie pas à nous d'en changer !

La République de la confiance, c'est la République de la fermeté. Elle ne transige ni avec ses principes, ni avec ses lois, parce que le laxisme est le plus sûr moyen d'en finir avec la liberté, l'égalité et la fraternité.

Si le mauvais élève est traité comme le bon élève,  
si le fraudeur n'est jamais sanctionné,  
si le profiteuse n'est jamais inquiété,  
si le tricheur s'en tire toujours comment la République peut-elle survivre ?  
Comment la citoyenneté peut-elle résister ?

*Seul le prononcé fait foi*



La confiance se construit avec la vérité.  
Elle se construit aussi avec la morale.  
La République de la confiance, c'est la République de la morale partagée.

Je ne peux avoir confiance dans les autres que si je sais ce que je peux attendre d'eux.

On n'est pas citoyen de la République française seulement parce que l'on a une adresse en France.  
On n'est pas citoyen de la République française seulement parce que l'on habite en France et parce que l'on a un emploi en France.

On est citoyen de la République française parce qu'en plus d'habiter et d'avoir un emploi en France, on partage avec le peuple français une langue, une culture, une morale commune, un mode de vie.  
Parce que l'on partage une idée commune de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas, de ce qui est digne et de ce qui ne l'est pas, parce que l'on partage une même conception de l'honneur et du devoir,  
Parce que l'on partage un même mode de vie,  
Parce que l'on partage une même politesse.  
La politesse, c'est une marque de considération et de respect pour les autres.

On est citoyen français parce que l'on partage avec le peuple français les valeurs et les principes de la civilisation française !

Ce partage s'appelle l'assimilation et c'est le programme de la République depuis 200 ans.

C'est pour cela que l'Ecole est si importante pour la République.

C'est pour cela que la culture est si importante pour la République. C'est pourquoi, nous devons mettre au cœur de notre projet les artistes, les créateurs, les écrivains qui forment le cœur de notre identité nationale. Il y a littéralement quelque chose d'effrayant à voir la destruction de notre politique culturelle.

C'est pour cela que la laïcité est si importante pour la République.

C'est pour cela qu'il est si important pour la République que la nationalité française ne puisse en aucun cas être acquise sans une manifestation de la volonté, que l'on ne puisse en aucun cas devenir Français sans l'avoir voulu.

C'est pour cela qu'il est important pour la République que l'on devienne Français, parce que l'on veut partager les valeurs de la République française, les valeurs de la Nation Française, les valeurs de la civilisation française, parce que l'on aime et parce que l'on respecte la France, parce que sans renier son histoire personnelle, on veut partager l'histoire de la France et son destin.

C'est à cette condition que nous pourrions espérer avoir, de nouveau, confiance les uns dans les autres !

Mes Chers Amis,

Plus le monde est ouvert, plus la mondialisation progresse,

et plus nous avons besoin d'avoir confiance dans ce que nous sommes, dans la vocation singulière de notre Nation, dans la force de nos idéaux, dans notre capacité à décider dans quelle société, dans quelle civilisation nous voulons vivre, et dans notre capacité à peser sur le destin du monde.

Non, la France, ce n'est pas fini ! Elle a encore tant de choses à dire au monde.  
La Nation, ce n'est pas fini !

Si la voix de la France est si affaiblie, ce n'est pas parce que la France n'a plus rien à dire mais parce que ceux qui la dirigent ne veulent plus rien dire.

C'est parce que ceux qui doivent parler au nom de la France, ceux qui doivent agir au nom de la France n'ont pas confiance dans la France, n'ont pas de vision de la France.

Dans les désordres effrayants du monde, alors que la barbarie et le fanatisme gagnent tous les jours du terrain et désignent ouvertement l'occident comme leur ennemi mortel, l'absence d'une voix et d'une volonté françaises se fait terriblement sentir.

Quel Français aimant passionnément son pays n'a pas éprouvé un sentiment mêlé de honte et de tristesse à voir les plus hautes autorités françaises préférer aller serrer la main de Fidel Castro au lieu d'aller rendre hommage au peuple russe pour les terribles épreuves qu'il a endurées lors de la seconde guerre mondiale et dont le courage a joué un si grand rôle dans la défaite du nazisme ?

On ne doit pas confondre notre amitié avec le peuple russe et les divergences légitimes avec son gouvernement.

On tue les Chrétiens d'Orient qui sont nos frères de culture.

On assassine des enfants,

des milliers de pauvres gens terrorisés se noient à quelques centaines de kilomètres de nos côtes, des crimes immenses sont en train d'être commis.

Que fait la France ?

Rien !

Que fait l'Europe ?

Des quotas supplémentaires ! Comme si l'urgence était de faire croire que nous pouvons accueillir plus de malheureux alors même que déjà nous n'arrivons pas à intégrer ceux qui sont là.

L'Europe !

Cette Europe à laquelle je croirai jusqu'au bout. J'ai envie de lui crier mais réveille toi.

Elle a failli en Ukraine.

Elle a failli au Moyen-Orient.

Qui dans le monde attend encore quelque chose d'elle ?

Avons-nous fait l'Europe pour en arriver là ? Non, Non et Non.

Avons-nous fait l'Europe pour que l'Europe et la civilisation européenne disparaissent ? Certainement pas.

Jusqu'à quel degré d'impuissance politique, diplomatique, militaire, économique, faudra-t-il arriver pour que l'Europe change ? J'affirme qu'il va nous falloir littéralement la refonder.

Jusqu'où les populismes, les extrémismes, devront-ils monter pour que l'Europe bouge ? Il n'y a plus une seconde à perdre. C'est maintenant, tout de suite qu'il faut agir.

Jusqu'où devra aller la perte de confiance des peuples européens dans l'Europe pour qu'un sursaut se produise et que naisse une autre Europe ?

Qui, sinon la France, prendra l'initiative de cette refondation ?

Qui sinon la France rappellera à l'Europe, comme elle a tenté de le faire avec l'Union pour la Méditerranée, que son destin se joue au sud avec le Moyen-Orient et avec l'Afrique ?

Et à l'Est, avec la Russie ?

Mais seule une France réconciliée avec elle-même,  
seule une France soudée par la confiance,  
opposant cette confiance à tous ceux qui veulent la diviser par la terreur,  
oui seule une République qui aura redonné confiance à chacun sera capable de telles initiatives !

Mes Chers Amis,

Aujourd'hui nous avons fondé un mouvement d'un type nouveau, dans lequel vous aurez toujours le dernier mot, qui sera ouvert à la société, accueillant toutes les différences, débarrassé des a priori et des vieux dogmes et, surtout, tournant le dos à tous les sectarismes.

En disant, nous sommes « les Républicains »,

nous proclamons que ce devoir est le nôtre,

que c'est notre devoir au service de la France,

notre devoir envers l'Europe,

envers une certaine idée de la civilisation dont nous sommes les héritiers.

Nous ne sauverons pas tout seul la paix dans le monde.

Nous ne sauverons pas tout seul l'Europe.

Nous ne gagnerons pas tout seul le combat de la civilisation contre la barbarie.

Mais nous devons créer les conditions du sursaut. Nous devons porter entièrement l'immense responsabilité de l'alternance.

Nous devons incarner une certaine idée de l'Homme.

Ce n'est pas un rêve, ce n'est pas une utopie, c'est juste notre ambition : La République de la confiance.

Voici pourquoi nous sommes « les Républicains » !